

A la une

xprimm.com
INSURANCE IN CEE • SEE • EX-USSR

RVS 2024: Swiss Re expects demand for reinsurance to grow, not only in risk capacity terms, but also in risk management expertise

09/09/2024

The key topics for the (reinsurance) industry remain largely unchanged from last year, but the challenges have intensified, leading to higher demand," said Urs Baertschi, Swiss Re's Chief Executive Officer Property & Casualty Reinsurance in Monte Carlo.

He named NatCat risks, economic uncertainty and geopolitical instability among the main reasons for which direct insurers seek reinsurance protection.

Higher property values, urbanization and rising repair costs due to inflation are expected to drive demand for property re/insurance, especially in areas with intensifying natural catastrophe risks. According to Swiss Re Institute, 2023 was the fourth consecutive year with global insured losses from natural catastrophes above USD 100 billion, and 2024 is heading in the same direction, with insured losses of USD 60 billion in the first half of the year, 62% above the ten-year average.

Swiss Re also sees growing demand for re/insurance in engineering in line with the positive outlook for the construction



CGA – Assurances : Un chiffre d'affaires de 2.030 MD

P.03

Bourse de Tunis : Sept sociétés cotées publient leurs rapports ESG pour 2023

P.03

Inondations au Maroc et en Algérie

P.05

Oman:IFRS 17 amplifies credit risk of insurers

P.08

Middle East:Regulations and tighter corporate governance drive insurance M&A activity

P.09

Coalition launches cyber reinsurance intermediary

P.11

UNDP trains specialists of agricultural insurance industry

P.11

industry, especially for renewable energy projects.

To support the green energy transition, Swiss Re launched a Centre of Competence for Renewable Energy in 2023 to support its clients with expertise and products in managing their renewable energy portfolios.

P.10

SOMMAIRE

CGA – Assurances : Un chiffre d'affaires de 2.030 MD .	03	Warranties and indemnities insurance take center stage in M&A transactions in Africa	06
Bourse de Tunis : Sept sociétés cotées publient leurs rapports ESG pour 2023	03	Oman:IFRS 17 amplifies credit risk of insurers	08
Assurances BIAT et UMED : un partenariat renouvelé pour un événement sportif et touristique incontournable	04	Saudi Arabia registers %50 decrease in road fatalities	08
GAT ASSURANCES : Partenaire de la 4ème Édition de SEE DJERBA.	04	Middle East:Regulations and tighter corporate governance drive insurance M&A activity	09
Inondations au Maroc et en Algérie	05	RVS 2024: Swiss Re expects demand for reinsurance to grow, not only in risk capacity terms, but also in risk management expertise	10
Moroc: Très bonne santé du secteur de l'assurance au deuxième trimestre 2024	05	Coalition launches cyber reinsurance intermediary	11
Augmentation de capital réservée aux salariés : AXA obtient l'aval de l'AMMC	05	UNDP trains specialists of agricultural insurance industry	11
Cameroun : Vincent Ongono quitte Sanlam et rebondit comme DGA de Sunu Assurances	06		
Blink Parametric partners with MAWDY and enters Africa	06		

CGA – Assurances : Un chiffre d'affaires de 2.030 MD

11/09/2024

Au terme du premier semestre de l'année 2024, les compagnies d'assurance directe en Tunisie ont réalisé un chiffre d'affaires (primes nettes) de 2.030 millions de dinars contre 1.848 millions de dinars une année auparavant, soit en hausse de 9,8%, selon les données publiées par le Comité Général des Assurances (CGA).

Ainsi, l'Assurance Non Vie se taille la part du lion des revenus des compagnies d'assurance au premier semestre avec 75,1% à 533 millions de dinars, en hausse de +15,7% sur un an.

Quant à l'Assurance Vie et Capitalisation, elle a accaparé une part de 24,9% à 1.497 millions de dinars, soit en augmentation de 7,9%.

Pour l'Assurance Automobile, elle a affiché un chiffre d'affaires de 818,6 millions de dinars au 30 juin 2024, soit en progression de 7,9% par rapport à la même période de 2023.

S'agissant de l'Assurance Groupe Maladie, elle a enregistré un chiffre d'affaires de 310,3 millions de dinars, soit en hausse de 9,8% sur un an.

Idem pour l'Assurance Incendie qui a vu ses revenus en hausse de 3,1% au premier semestre de 2024, atteignant 165,1 millions de dinars.

Bourse de Tunis : Sept sociétés cotées publient leurs rapports ESG pour 2023

11/09/2024

La Bourse de Tunis et le Conseil du Marché Financier (CMF) ont publié en décembre 2021, un Guide du reporting Environnemental, Social et de Gouvernance (ESG) pour les sociétés, notamment cotées.

Ce guide propose une matrice d'indicateurs pour une démarche progressive de reporting extra financier, portant sur les considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et vise à uniformiser la communication extra-financière.

Il est recommandé que l'adoption de cette démarche de divulgation extra-financière, s'accélère surtout auprès des fleurons de l'économie tunisienne afin de fédérer l'écosystème tunisien vers une nouvelle économie durable qui tient compte des besoins des générations futures et des impacts réels liés à des menaces qui traversent le monde entier.

Dans ce cadre, une première série de sociétés cotées ont déjà publié des rapports ESG pour l'année 2023, il s'agit de SFBT, STAR, Tunisie Leasing et Factoring, Délice Holding, Poulina Group Holding, Assurances Maghreb et Maghreb vie.

Dans le même sillage, les engagements de la Bourse de Tunis, ne cessent de se renforcer notamment par la mise en place d'un programme d'accompagnement d'une première cohorte de sociétés cotées en collaboration avec l'IFC, les études portant sur la création d'un indice ESG, le renforcement des compétences, le lancement de produits de financement des projets verts appuyés par notre régulateur, le CMF, qui a lancé un guide sur les obligations vertes, socialement responsables et durables, et l'amélioration de la position des femmes dans les instances de gouvernance et de gestion des entreprises cotées.

Assurances BIAT et UMED : un partenariat renouvelé pour un événement sportif et touristique incontournable

05/09/2024

Assurances BIAT et l'Ultra Mirage El Djérid (UMED) renouvellent leur partenariat et continuent à tisser l'histoire d'un événement sportif et touristique incontournable en Tunisie.

Assurances BIAT poursuit son engagement pour la promotion du sport et du patrimoine tunisien en soutenant l'Ultra Mirage El Djérid. Il s'agit d'une course d'ultra-trail qui se déroulera du 26 au 29 septembre 2024 à Tozeur. Cet événement réunit près de 360 participants tunisiens et internationaux, marquant une hausse de 15 % par rapport à l'édition précédente. Le partenariat entre Assurances BIAT et UMED, qui dure depuis huit ans, repose sur des valeurs partagées telles que la persévérance, le dépassement de soi et l'engagement communautaire. Les deux partenaires ont tenu une conférence de presse, le 5 septembre 2024, à Tunis, pour revenir sur les détails de cette édition.

Innovations et sécurité renforcée pour les coureurs

Pour cette 8ème édition, l'UMED introduit des innovations majeures en matière de sécurité. Les participants des parcours de 50 et 100 km seront équipés de balises dotées de technologies de pointe, permettant un suivi en temps réel via une application mobile et sur PC. Cette initiative, inédite en Tunisie, assure une surveillance accrue grâce à des balises GSM pour le parcours de 50 km et des balises satellites pour celui de 100 km, avec un bouton de détresse intégré. En cas de problème ou de détresse, la localisation de l'athlète devient ainsi très aisée grâce à ce système.

Un impact positif sur la région de Tozeur et la jeunesse

Assurances BIAT s'engage également à soutenir le développement de la communauté locale. Ainsi, l'entreprise rénove et équipe la maison des jeunes de Tozeur, offrant aux jeunes des conditions optimales pour s'épanouir à travers le sport. Mehdi Masmoudi, Directeur Général d'Assurances BIAT, souligne que ce partenariat s'inscrit dans une démarche de responsabilité sociétale visant à avoir un impact durable au-delà de l'événement.

GAT ASSURANCES : Partenaire de la 4ème Édition de SEE DJERBA

05/09/2024

GAT ASSURANCES est fière de renouveler son engagement en tant que sponsor principal de la 4ème édition de SEE DJERBA, le projet international d'art médiatique qui se déroulera du 6 au 8 Septembre 2024 à Djerba. Ce partenariat, qui s'inscrit dans une tradition de soutien aux initiatives culturelles, illustre l'engagement profond de GAT ASSURANCES en faveur de la promotion de l'art et de la culture en Tunisie.

SEE DJERBA 2024, placée sous le thème « Eau X Sel » ou , promet une expérience artistique immersive, où se croisent l'art visuel, le son, et le mouvement.

Ce festival unique se déploie à travers des installations artistiques situées dans des sites du patrimoine djerbien, offrant ainsi une nouvelle perspective sur ces lieux chargés d'histoire. Les visiteurs auront également l'opportunité de participer à une série d'ateliers de formation axés sur les métiers d'art, notamment en médiation culturelle, production, et création.

En plus de ces activités, SEE DJERBA 2024 intègre un programme de tables rondes, créant des espaces de discussions autour de thèmes essentiels comme le tourisme durable. Ces discussions offriront aux participants une plateforme pour échanger des idées, explorer des solutions innovantes et renforcer la collaboration autour des enjeux du développement durable et de la préservation du patrimoine.

À travers ce partenariat, GAT ASSURANCES souhaite non seulement offrir une plateforme aux artistes tunisiens et internationaux, mais aussi sensibiliser le public aux enjeux écologiques et culturels contemporains, qui sont au cœur de cette édition 2024.

En s'associant à SEE DJERBA, GAT ASSURANCES contribue activement à la démocratisation de l'art en Tunisie. Tous les passionnés d'art, de culture et de développement durable sont invités à se joindre à cette aventure artistique et à participer aux multiples activités de SEE DJERBA du 6 au 8 Septembre 2024 de 20h à minuit à Houmet Souk.

Inondations au Maroc et en Algérie

09/09/2024

Depuis le 6 septembre 2024, le sud et le sud-est du Maroc font face à des pluies torrentielles, accompagnées de vents violents. Ces dernières ont provoqué des crues de rivières et des inondations historiques.

Selon le gouvernement local, 17 régions et provinces du Royaume ont enregistré l'équivalent d'une année de précipitation en l'espace de deux jours.

Le bilan du dimanche 8 septembre fait état de 11 morts et 9 disparus. Les averses ont également causé l'effondrement de 40 maisons ainsi que des dommages sur 93 routes et sur les réseaux de distribution d'eau, d'électricité et de télécommunications.

Ces pluies diluviennes sont survenues alors que le pays connaît une pénurie d'eau causée par six années consécutives de sécheresse.

Une catastrophe similaire a également touché le sud de l'Algérie voisine. Selon la protection civile algérienne, deux personnes emportées par les eaux sont toujours recherchées alors que plusieurs familles piégées par des rivières en crue ont été sauvées.



Augmentation de capital réservée aux salariés : AXA obtient l'aval de l'AMMC

09/09/2024

L'AMMC a visé le prospectus préliminaire relatif à l'augmentation de capital d'AXA, réservée aux salariés du groupe.

Cette opération concerne l'émission d'un maximum de 58.951.965 actions, avec une période de réservation au Maroc du 12 au 26 septembre 2024.

Elle s'adresse aux salariés des filiales AXA au Maroc, incluant AXA Assurance Maroc, Carré Assurance Maroc et AXA Assistance Maroc Services S.A. Le prix de souscription sera fixé le 31 octobre 2024.

Moroc: Très bonne santé du secteur de l'assurance au deuxième trimestre 2024

04/09/2024

L'assurance au Maroc se porte bien, les résultats sont optimistes dans un environnement général qui nous est présenté par certains "spécialistes" comme morose.

Voici un récapitulatif de l'activité technique et financière des entreprises d'assurances et de réassurance avec les statistiques trimestrielles T2 2024.

Plus 8,5 %, tel est l'augmentation enregistrée sur le deuxième trimestre 2024. Ce qui donne un volume global de primes trimestrielles de 15,1 milliards de dirhams. Cela permet d'avoir un cumul sur le premier semestre de 32,4 milliards de Dhs. Si nous gardons linéairement cette même progression, nous pourrions approcher les 64 milliards sur l'année 2024, là où nous atteignons 56 milliards en 2023. Sans trop augurer de l'avenir, la progression sur le second semestre est de 4,4% par rapport à 2023, et ça, c'est la certitude réalisée.

La Vie en tête

De nouveau, c'est Vie qui prend le flambeau avec une augmentation de 12,8% sur le second trimestre, pour nous amener à 8,2 milliards de dhs de primes réalisées. Quant à la Non-Vie, c'est une progression de 3,9% qui est enregistrée entre le T2 de 2024 par rapport à celui de 2023. La part de primes encaissées pour la Non-Vie est bien inférieure à celle de la vie, en atteignant 6,9 milliards.

Sur le cumul du second semestre, l'ordre s'inverse en ayant la Non-Vie qui devance fortement la Vie, avec un cumul de primes encaissées respectives de 18,7 et 13,7 milliards.

Les investissements

L'ACAPS communique les chiffres de répartition du portefeuille des investissements avec 48% pour les actifs de taux, 43% pour les actifs d'actions, 6% pour l'immobilier. Les 3% restants sont affectés à des actifs divers.

**Blink Parametric partners with
MAWDY and enters Africa****05/09/2024**

Ireland-based insurtech Blink Parametric and global insurance firm MAWDY have rolled out real-time travel assistance across the Sub-Saharan region.

As a result, Blink Parametric's flagship flight disruption assistance service via MAWDY's partner network will be offered to customers initially across Kenya and thereafter on a phased basis to in-country partner networks across the region.

Sid Mouncey, CEO of Blink Parametric, said: "This is a landmark expansion and a clear demonstration of our increasingly effective and productive partnership. MAWDY solutions power some of the biggest insurance brands across five continents and with our Blink Parametric platform is now primed to switch on and start delivering real-time travel assistance, world-wide, 24/7 to their partners and customers in Kenya. I look forward to building on this exciting new market experience across Africa."

WHITE & CASE**Warranties and indemnities insurance
take center stage in M&A transactions in
Africa****04/09/2024**

Commissioner for Insurance and Chief Executive in most M&A transactions, after the parties have negotiated the basic commercial terms, they then negotiate the warranties and indemnities (W&I).

Generally, buyers want the anticipated value of their purchase without any surprises after the deal closes. For this reason, some buyers often require extensive warranties eliciting certain disclosures from the sellers that can either be indemnified or result in a portion of the purchase price being retained as collateral until the identified issue is resolved. Sellers seek a clean exit, particularly where there is a private equity seller who requires that the

**Cameroun : Vincent Ongono quitte
Sanlam et rebondit comme DGA de
Sunu Assurances****05/09/2024**

Directeur général de Sanlam depuis près de trois ans, l'assureur camerounais Vincent Ongono rejoint la filiale camerounaise du groupe panafricain Sunu.

Au Cameroun, Vincent Ongono Ndzomo est désormais le directeur général adjoint (DGA) de la branche IARD (non-vie) de Sunu Assurances. L'annonce a été faite le 3 septembre 2024 par ce dernier sur LinkedIn. « J'ai le plaisir de vous annoncer que je commence un nouveau poste de Directeur Général Adjoint chez Sunu Assurances IARD Cameroun ». Cette information dévoile à cet effet son départ de la société d'assurance-vie Sanlam où, depuis environ trois ans (janvier 2022), il occupait le poste de directeur général. Son départ est acté dans le sillage de la fusion des branches vie et non vie de Sanlam et Allianz. En effet, en mars dernier, les deux entités avaient annoncé la naissance de « SanlamAllianz Cameroun Assurances » en fusionnant ainsi leurs activités.

Titulaire d'un doctorat en Assurances et gestion de risques obtenu à l'Université Jean Jaurès de Toulouse, cela fait 18 ans que Vincent Ongono Ndzomo s'est spécialisé dans le marché camerounais. Ce quarantenaire a commencé sa carrière en 2006 en tant que gestionnaire à la Banque française AXA puis de directeur du développement d'Allianz en 2016, où il a passé environ 5 ans. Et en 2022, il monte au poste de Directeur Général à Sanlam Assurance vie. Le Camerounais a gravi à chaque fois les échelons pour s'imposer comme un acteur incontournable du secteur. Selon l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun (Asac), Sunu Assurances pointe à la 4e place du marché camerounais avec un chiffre d'affaires d'environ 8,5 milliards de Fcfa réalisé en 2023.

transaction proceeds move upstream to limited partners in its fund(s). Moreover, these negotiations can be fraught, especially when the requested scope of W&I includes unknown risks or risks outside the sellers' control, delay deal execution and even become dealbreakers.

W&I insurance, which covers breaches of representations, warranties and tax covenants that are made during a transaction, can mitigate these issues. For buyers, this provides assurance that a debtor is solvent in the event of a breach, which enables the buyer to be compensated. For sellers, it facilitates an exit that is free and clean of contingent liabilities. Buy-side policy, which is the more common form of insurance, can also address situations where a buyer deems a seller's protection insufficient. For instance, when the liability cap is lower than what the buyer requires, or if there are doubts about the seller's financial ability to handle claims. Sell-side policy offers protection to sellers against claims from buyers for innocent misrepresentations made in the W&I

Appetite for warranties and indemnities insurance grows

Nonetheless, appetite for W&I insurance for African deals has grown substantially during the past decade and is likely to continue to grow. This growth has been driven by, among other factors, private equity investments in M&A insurance markets driving more aggressive business development and increased competition in European W&I insurance markets, which have depressed the premium amount insurers can charge in those markets. The slowdown in M&A activity in more established markets has also prompted insurers to seek new opportunities in Africa. As a result, we have seen a significant increase in the number of active W&I insurers in recent years. Fees are becoming more competitive and coverage is more widely available, making W&I insurance attractive for a broader range of African transactions and more jurisdictions offering insurance coverage.

W&I insurance is intended to cover unknown risks. Issues discovered during due diligence are not covered in the policy. Known risks are customarily addressed in the indemnities or through a purchase price adjustment. The coverage and exclusions are typically tailored to each deal and mapped against the terms of the purchase agreement. In Africa, there are certain common exclusions such as bribery, corruption and expropriation of land and assets (as discussed below).

Moreover, W&I insurance has been frequently used for minority acquisitions, new share subscriptions

and joint ventures. These types of transactions are particularly suitable for insurance coverage because they often involve ongoing investments within the business, reducing the clarity of recovery in case of an insurable event.

Contingent risk insurance, an insurance product designed to cover known low frequency and high-severity legal risks identified in a transaction, is complementary to W&I insurance. It allows the parties to reduce or remove exposure to the identified risk, whether it is specifically addressed in the W&Is. Contingent risk insurance is becoming increasingly popular in Europe, either in unlocking deals or backstopping valuation assumptions; it still needs to be developed in Africa.

W&I insurance expands its reach with caution

Interest in W&I insurance is growing in a variety of business sectors in Africa, including:

Fintech: Most of Africa lacks conventional banks. This has led to the development of innovative payment solutions businesses such as MPesa in East Africa and MNT in Egypt

Agriculture: A significant portion of the investment in this sector results from the food security risks in the Middle East that were highlighted by the Covid-19 pandemic

Pharmaceuticals: Underdeveloped regulation in Africa has meant that transactions in this sector have typically proved difficult to cover on the continent. Nonetheless, investor interest in pharmaceuticals has been increasing substantially in recent years

Manufacturing and industrials: Although these sectors continue to lag behind other global markets, they are strengthening in Africa due, in part to, the African Continental Free Trade Agreement (AfCFTA), increased domestic demand and new policies encouraging the use of minerals and other raw materials to benefit Africa

Clean energy solutions: W&I insurance has gained steady traction in transactions involving assets in this sector

However, riskier sectors and sociopolitical or geo-economic concerns can still put certain transactions beyond the reach of W&I insurance. For example, insurers declined to insure a transaction involving a conglomerate of regulated utilities operating in several West African jurisdictions. The parties could not agree on the terms.

Monde Arabe



Oman: IFRS 17 amplifies credit risk of insurers

12/09/2024

The insurance industry in Oman is grappling with increasing challenges due to the amplified impact of Expected Credit Losses (ECL), as insurers adopt IFRS 17 and as credit risks increase, according to Badri Management Consultancy, an international company offering actuarial, risk management, and consulting services.

Shifting insurers from reporting Gross Written Premium (GWP) to focusing solely on Insurance Revenue under the IFRS 17 has brought significant changes, encompassing Gross Earned Premium along with ECL.

For conventional companies, insurance revenue saw a 10% increase, reaching OMR274m (\$712m) in 1H2024, compared to OMR250m during the corresponding period last year. Meanwhile, for takaful companies, gross contribution remains the primary topline measure, with a 25% increase from OMR37m in 1H2023 to OMR46m in 1H2024.

Net results

Insurance service results for conventional companies saw a plunge to a negative OMR16.6m in 1H2024 from a positive OMR0.4m in the corresponding period in 2023.

The recorded profit (after tax) for the analysed group of eight listed companies experienced a decrease in a profit of OMR2.2m in 1H2023 to a loss of OMR10m in 1H2024. The major loss is incurred by market leader LIVA due to challenging weather events in the UAE. If LIVA was excluded from this analysis, the 1H2024 profits would have been 84% higher than those for the corresponding period of 2023. (Takaful companies' net profit is calculated by consolidating the policyholder and shareholder accounts in this analysis.)

Financial reporting

Conventional companies have transitioned to disclosing their financials under IFRS-17, though not without challenges. Meanwhile, takaful companies are still in the process of adopting these standards. Despite noticeable progress, many firms have encountered obstacles.

Badri expects the quality of financial reporting to improve as insurance companies continue to refine their data and operations. However, reconciling accounts receivable/payable and managing related credit risk have been challenging for some companies, potentially leading to increased provisions for write-offs.



Saudi Arabia registers 50% decrease in road fatalities

10/09/2024

The National Strategic Plan for Traffic Safety in Saudi Arabia estimated the cost of traffic accidents in the country at SR20,196,912,833, which reflects the physical and psychological damage.

A study conducted by researcher Hassan Mohammed using the ability-to-pay method estimated the costs of managing traffic accidents in Saudi Arabia for 2013 at SR41,901,122,606.

According to what Abdul Hamid Al-Moajil, a traffic safety specialist, told Al Arabiya.net, the cost of accidents in Saudi Arabia, based on the estimates of this study, amounted to approximately SR54.9 billion, representing 4.3% of Saudi Arabia's gross domestic product for 2013.

He said: «Traffic safety, in its broad sense, aims to adopt all plans, programs, traffic regulations and preventive measures to reduce or prevent traffic accidents, to ensure the safety of people and their property and to preserve the security of the country and its human and economic components.»

There are three axes of traffic safety: vehicle, road, and the human element. Achieving traffic safety requires sound strategic planning, allocating the necessary budgets, good governance, and awareness from community members.

Al-Moajjel stressed in his speech that the cost of traffic accidents, serious injuries and deaths negatively affected the national economy.

The costs of traffic accidents are the sum of the material and moral damage caused by accidents at the individual and societal levels.

These costs are divided into two types: direct costs and indirect costs. Direct costs include the expenses of all medical services provided to the injured, including hospital stays. They also include the cost of damage to public and private property,

in addition to the costs of managing traffic accidents.

In addition, there are costs borne by insurance companies for amounts spent on insured vehicles, as these companies determine the cost of repairing the vehicles and paying the amounts to those affected by the accidents – especially if the vehicle owner has comprehensive insurance for his vehicle and others.

As for indirect costs, Al-Moajjel said they include several items, such as the cost of lost national output as a result of human injury and the resulting decrease in per capita income, the decrease in family income resulting from the psychological and the social aspect in the event of disability or death. Indirect costs also include costs that cause harm to society.

If an accident occurs on the roads, this will cause many people to be obstructed and delayed from their work (the costs of traffic congestion resulting from the accident), in addition to the cost of government subsidies provided to those affected in cases of disability or death. All of these costs are often difficult to identify and measure because they are complex and multifaceted.



Middle East: Regulations and tighter corporate governance drive insurance M&A activity

10/09/2024

The drive towards market consolidation and growth in the Middle East has been guided, in no small part, by continually enhancing regulation with a drive to implement more balanced, but also more detailed corporate governance, said global law firm Clyde & Co.

In its “Insurance Growth Report 2024 Midyear Update”, Clyde & Co said that M&As present domestic challengers with new growth opportunities. Abu Dhabi National Insurance Company’s (ADNIC) acquisition of a 51% stake in Allianz Saudi Fransi Cooperative Insurance Company in Saudi Arabia is a case in point. The deal, which closed in April, is the largest transaction this year in the region and saw ADNIC expand its physical footprint outside the Emirates for the first time.

In 1H2024, the total number of M&A deals in the Middle East was eight, which was higher than the six reported for 2H2023 but lower than the nine shown for 1H2023.

Five deals that were completed in the first half of the year continued a trend, which has been visible in the Middle East for the last five years – consolidation.

Local insurers

Local carriers are strengthening regional footprints to capitalise on growth opportunities across the region. This process has been subtle and, by the standards of some other geographies, slow as deal teams navigate the complexities of reaching completion.

The region is fragmented and there is no passporting to smooth the process. Also, for those local carriers looking to achieve regional scale, options are relatively limited. Despite this, local players are growing.

International insurers

Meanwhile, while some global insurers have been reducing presence, international specialty carriers have been increasingly focused on lines such as reinsurance and trade credit, establishing smaller-scale, targeted operations in the Dubai International Financial Centre (DIFC) or Abu Dhabi Global Market (ADGM) to gain access to the region’s burgeoning markets. While regional carriers are seeking to expand, many of the international incumbents are pivoting and reconsidering their direct offerings in the region.

Clyde & Co partner in the Dubai office Peter Hodgins said, “We’re seeing the internationals increasingly focus on a reinsurance strategy. So rather than trying to set up direct operations in multiple markets which are quite hard to scale, and can be quite capital intensive, what we’re seeing is players basically looking to play in the market as a reinsurer and access that way.”

Clyde & Co partner in the Dubai office Roshanak Bassiri Gharb also said, “There are a lot of positives in the adoption of more regulated, more balanced, but also more detailed corporate governance. Obviously, the first impact is that the owners and the shareholders will have more safety in terms of how the company is managed. It also helps with M&A. Weak corporate governance in a target business can be a red flag for potential acquirers.”

Internationale



RVS 2024: Swiss Re expects demand for reinsurance to grow, not only in risk capacity terms, but also in risk management expertise

09/09/2024

After 2023 saw substantial reinsurance market c»The key topics for the (reinsurance) industry remain largely unchanged from last year, but the challenges have intensified, leading to higher demand," said Urs Baertschi, Swiss Re's Chief Executive Officer Property & Casualty Reinsurance in Monte Carlo. He named NatCat risks, economic uncertainty and geopolitical instability among the main reasons for which direct insurers seek reinsurance protection.

Higher property values, urbanization and rising repair costs due to inflation are expected to drive demand for property re/insurance, especially in areas with intensifying natural catastrophe risks. According to Swiss Re Institute, 2023 was the fourth consecutive year with global insured losses from natural catastrophes above USD 100 billion, and 2024 is heading in the same direction, with insured losses of USD 60 billion in the first half of the year, 62% above the ten-year average.

Swiss Re also sees growing demand for re/insurance in engineering in line with the positive outlook for the construction industry, especially for renewable energy projects.

To support the green energy transition, Swiss Re launched a Centre of Competence for Renewable Energy in 2023 to support its clients with expertise and products in managing their renewable energy portfolios.

The cyber re/insurance market is primed to continue its growth trajectory as awareness of both the frequency and sophistication of cyber attacks is increasing following several incidents this year. Here, the management of accumulation risk will be critical to allow efficient capital allocation.

The elevated litigation environment in the US poses a growing concern for the industry. US liability claims

growth has outpaced economic inflation over the last decade, according to Swiss Re Institute, driven by a growing number of large court verdicts, and there is no sign of this trend abating. In 2023 there were 27 cases of courts awarding more than USD 100 million in compensation.

Based on current trends, the impact of claims growth will outweigh the benefit of higher interest rates on casualty lines in one to two years, in which case available capacity may drop further.

What insurers, corporates and the public sector need from reinsurers goes beyond the core function of providing risk capacity. Modelling expertise to stay on top of the changing risk landscape, up-to-date assessments and management of exposures are becoming even more essential.

An important prerequisite for modelling improvements is effective flow of data through the risk value chain. As perils arise or intensify – such as extreme weather, rising jury awards in the US or cyber threats, accurate and timely data is essential to recalibrate models and provide forward-looking scenarios that enable risk-adequate pricing. To achieve this, an expert-led conversation across the insurance value chain will be essential.

Beyond risk transfer, insurers are turning to reinsurers for value-adding insights and solutions that can help them better understand and mitigate risk, unlock innovation and improve performance. Capital and volatility management are further immediate concerns for insurers, especially given the current economic uncertainty. In this regard, structured reinsurance solutions can provide protection to smooth out volatility and support growth plans by improving capital management efficiencies.

Gianfranco Lot, Chief Underwriting Officer Property & Casualty Reinsurance, said: «The insurance industry has shown time and again that it can rise to the challenge of a rapidly changing risk environment. To further progress as an industry, we need to leverage data better to predict future risk without being too anchored in the past. As a reinsurer we want to be a facilitator for our clients, helping them achieve greater precision to manage what's ahead of us.»



Coalition unveils cyber reinsurance intermediary

09/09/2024

Active insurance provider Coalition has launched its cyber reinsurance intermediary, Coalition Re.

The new entity will focus on offering capacity for non-proportional cyber reinsurance treaties and a white-labelled cyber insurance solution that provides up to 100% quota share backing for cedants looking to add cyber coverage to existing policies. Available worldwide, the offerings are backed by a group of capacity providers led by Aspen.

Shawn Ram (pictured), head of insurance at Coalition, noted: "In reinsurance, there is often a breakdown of information where reinsurers know less about policyholders than the primary insurers. Combine that with a lack of cyber expertise and proper data usage among reinsurers, and the result is inaccurately priced reinsurance contracts and a misconception around how to measure cyber accumulation exposure.

"Coalition Re is a new type of reinsurance provider whereby we equip carriers with deeper insights into the cyber risk in their books, which adds value far beyond simply adding capacity. By democratizing Coalition's industry-leading technology, we can better align interests with cedants and promote a more stable cyber reinsurance market."

Coalition Re uses a bottom-up approach to accurately price non-proportional reinsurance contracts, enabling primary cedants to gain greater insight into their cyber policyholders and identify key risk factors in their portfolios.

Additionally, it offers a comprehensive white-labelled product that includes Coalition's full suite of risk mitigation tools and services, previously available only to its standalone active cyber insurance clients. Unlike traditional policies, Coalition's active insurance assists policyholders throughout the lifecycle of a cyber event, offering prevention, response, and recovery services.

"Unlike other reinsurers, Coalition doesn't rely on historical or third-party data. We have built a robust and innovative approach to cyber reinsurance underwriting, leveraging continuous, internet-wide data collection, AI-enabled (artificial intelligence) threat detection, and real-world security and insurance expertise," Ram added. Bobby Bianconi, global head of cyber at Aspen, cited the "significant opportunity" for the new capacity and the unique

Coalition unveils cyber reinsurance intermediary

11/09/2024

The United Nations Development Program (UNDP) in cooperation with the European insurance organizations "Swiss Re" and "Europe Re" and the Ministry of Agriculture of Uzbekistan conducted a training aimed at training specialists of the insurance sector on the topic "Agricultural Insurance in Uzbekistan" with the involvement of an international expert.

It is important to note that due to the sharply continental climate of Uzbekistan and global climate change, risks in the agricultural sector every year pose an increasing threat to ensuring sustainable development and the well-being of farmers, as well as food security. One of the key tools in managing agricultural risks is insurance. In this regard, the UNDP, the Ministry of Agriculture and the insurance organizations "Swiss Re" and "Europe Re" organized a training, the main purpose of which is to improve the skills of participants in the insurance market of Uzbekistan, both at the level of government agencies and insurance companies in the field of agricultural insurance.

To conduct the training, an international technical expert, Ms. Olena Sosenska, with more than 20 years of experience in the field of agricultural insurance, was invited. During the two-day training, participants had the opportunity to strengthen their knowledge in the field of agricultural insurance in such areas as: key aspects of agricultural insurance development, risk management, studying and understanding products, prospects for insurance companies and the state, and other topics.

The training was conducted during 09-10 September 2024 in Tashkent city with the participation of more than 30 participants representing the National Agency of Perspective Projects, Ministry of Agriculture, Association of Professional Insurance Market Participants, Hydrometeorological Service Centre, insurance companies and other agencies from the public and private sectors.

The participants expressed positive feedback on the training and noted the relevance of the training topics and the knowledge gained with relevant examples based on international practice, entertaining and interactive method of presenting information.